



BULLETIN

BOLETIN

UNION INTERNACIONAL DE SINDICATOS DE TRABAJADORES
DE SERVICIOS PUBLICOS Y SIMILARES

BULLETIN

TRADE UNIONS INTERNATIONAL OF PUBLIC AND ALLIED
EMPLOYEES

БЮЛЛЕТЕНЬ

МЕЖДУНАРОДНОЕ ОБЪЕДИНЕНИЕ ПРОФСОЮЗОВ ТРУДЯЩИХСЯ
ОБЩЕСТВЕННОГО ОБСЛУЖИВАНИЯ

BULLETIN

INTERNATIONALE VEREINIGUNG DER GEWERKSCHAFTEN DER WERKTÄTIGEN
DES ÖFFENTLICHEN DIENSTES UND VERWANDTER BERUFE

BOLETIM

UNIAO INTERNACIONAL DOS SINDICATOS DOS TRABALHADORES
DA FUNCAO PUBLICA E PROFISSOES SEMELHANTES

نشرة اعلامية

الاتحاد الدولي لتقانات شغيلة الخدمات العامة

UIS

FONCTION ET
SERVICES PUBLICS
ET ASSIMILES

Editeur du BULLETIN: Secrétariat de l'Union Internationale des Syndicats des Travailleurs de la Fonction Publique et Assimilés

Rédacteur responsable: Heinz Böhm

Le BULLETIN paraît douze fois par an en français, espagnol, anglais, allemand, russe, portugais et arabe. Toute reproduction est autorisée en mentionnant la source.

L'envoi d'informations, d'articles et d'analyses sur les problèmes de la Fonction Publique est désiré. Aucun honoraire n'est versé pour les publications, le BULLETIN étant distribué gratuitement.

Rédaction: 1086 Berlin, R.D.A., Französische Strasse 47

Tél.: 2 29 26 62; 2 29 14 62; 2 29 66 83

Adresse télégraphique: UNSYFO Berlin

Publisher: Secretariat of the Trade Unions International of Public and Allied Employees

Responsible editor: Heinz Böhm

The BULLETIN appears twelve times a year in French, Spanish, English, German, Russian, Portuguese and Arabic. Reproduction is permitted if the source is mentioned.

The sending of information, articles and analyses on public service problems is welcome. We regret we cannot pay for material accepted, the BULLETIN being distributed free of charge.

Editor's office: 1086 Berlin, GDR, Französische Straße 47

Tel.: 2 29 26 62; 2 29 14 62; 2 29 66 83

Telegraphic address: UNSYFO Berlin

Editor del BOLETIN: Secretariado de la Unión Internacional de Sindicatos de Trabajadores de Servicios Públicos y Similares

Redactor responsable: Heinz Böhm

El BOLETIN aparece doce veces al año en francés, español, inglés, alemán, ruso, portugués y árabe. Se permite la reproducción si se menciona la fuente.

Se desea el envío de informaciones, artículos y análisis sobre problemas de los Servicios Públicos. No se pagan honorarios por publicaciones, ya que el BOLETIN se distribuye gratuitamente.

Redacción: 1086 Berlin, R.D.A., Französische Straße 47

Tel.: 2 29 26 62; 2 29 14 62; 2 29 66 83

Dirección telegráfica: UNSYFO Berlin

Издатель: Секретариат Международного объединения профсоюзов трудящихся общественного обслуживания

Ответственный редактор: Хайнц Бём

Бюллетень выдаётся ежемесячно на французском, испанском, английском, немецком, русском, португальском и арабском языках. Перепечатка разрешается при указании источника.

Желательно направление информации, статей, анализов о проблемах общественного обслуживания. В связи с бесплатной выдачей Бюллетеня опубликованные статьи нами не оплачиваются.

Адрес редакции: 1086 Берлин, ГДР, Францёзише Штрассе 47

Телефоны: 2 29 26 62, 2 29 14 62, 2 29 66 83

Телеграфный адрес: UNSYFO Berlin

ACTIVITES DU SECRETARIAT

La Journée internationale des femmes et l'Année internationale de la paix

Le secrétariat de l'Union internationale des syndicats de la fonction publique a adopté une déclaration pour la Journée internationale des femmes de 1986, dans laquelle il félicite toutes les femmes employées dans la fonction publique, et qui dit ceci: "Nous vous assurons de notre solidarité et de notre sympathie dans la lutte pour l'égalité des femmes dans la vie professionnelle et sociale.

Le 8 mars est en relation cette année avec "l'Année internationale de la paix" proclamée par l'O.N.U. et nous appelons toutes les organisations syndicales des travailleurs de la fonction publique à marquer la journée dans cet esprit.

La menace de guerre nucléaire est très préoccupante, aussi grandit le vaste front des adversaires de la guer-

re et de l'armement nucléaire, front à l'intérieur duquel les femmes se sont affirmées. Nous leur transmettons à toutes nos salutations chaleureuses et les assurons que nous poursuivrons avec elles la lutte pour la cessation des essais nucléaires, pour l'interdiction de la militarisation de l'espace et l'élimination de toutes les armes atomiques sur la terre d'ici l'an 2000. Nous saluons l'initiative que l'U.R.S.S. a prise dans cette direction et qui est concrétisée par son programme de paix. Nous associons les efforts pour le désarmement dans le monde aux revendications sur l'élimination des discriminations professionnelles, pour l'égalité des femmes dans l'accès à toutes les fonctions publiques et pour l'égalité des droits dans le déroulement des carrières."



Réunion de la Commission de contrôle financier de l'U.I.S.

Le 18 février dernier, la Commission de contrôle financier composée des camarades Stoyan Tchobanov, président du Syndicat de l'administration et des organisations publiques de Bulgarie, et Pierre Ducroq, secrétaire du Syndicat de la santé et de l'action sociale, France, ont examiné les activités financières de l'U.I.S. en 1985, à Berlin, R.D.A. Ils ont constaté que les recettes et les dépenses de l'U.I.S. étaient conformes aux statuts de l'U.I.S., aux résolutions du Comité directeur et

du Bureau exécutif. Tous les justificatifs étaient en ordre. La Commission a constaté que le secrétariat de l'U.I.S. avait tenu compte des propositions et des remarques de la réunion précédente de la Commission de contrôle. La part des dépenses pour les activités de branche et les activités régionales s'est accrue nettement. La Commission note que de nouveaux efforts financiers doivent être faits en 1986 pour préparer le VIII^e Congrès professionnel international.

Entretien avec les syndicats polonais

Les 25 et 26 février, le secrétaire général Hans Lorenz a rendu visite à Varsovie à l'Union indépendante et autogérée des syndicats des travailleurs de l'économie communale et relevant de la tutelle locale, des coopératives, de la santé et des télécommunications. Il s'est informé auprès des représentants de ces quatre organisations membres de l'U.I.S. de la situation syndicale actuelle en Pologne. Hans Lorenz a évoqué les problèmes et les tâches des branches de notre Union internationale à l'approche du VIII^e Congrès professionnel international des travailleurs de la fonction publique. Les entretiens ont également porté sur l'avenir de la

coopération et sur les différents aspects du mouvement syndical international à l'approche du XI^e Congrès syndical mondial. Les interlocuteurs ont été unanimes à saluer l'appel de la F.S.M. "Pour l'unité et des actions unitaires dans la campagne mondiale pour la paix et l'emploi". A ce propos, ils ont dit que la lutte syndicale pour la cessation des essais nucléaires, pour l'interdiction de la militarisation de l'espace et pour l'élimination de toutes les armes nucléaires de la planète d'ici l'an 2000 devait être nettement intensifiée. Ils ont rendu hommage et ont dit soutenir le programme de paix soumis sur ce sujet par l'U.R.S.S.

Rencontre U.I.S. - SOSYAL-IS (Turquie)

Le 27 février 1986 a eu lieu un entretien entre le secrétariat de l'U.I.S. et une délégation de SOSYAL-IS. Le camarade Zeki Kilic, vice-président de SOSYAL-IS, a donné une information sur la situation des syndicats en Turquie. SOSYAL-IS et les autres organisations de la D.I.S.K. sont toujours interdites, les militants et les dirigeants ont été arrêtés ou contraints à la clandestinité. Le procès contre les principaux dirigeants de la D.I.S.K. et ses syndicats de branche se poursuit et sa nature politique est de plus en plus évidente. Le régime d'Ankara menace toujours les syndicalistes de lourdes peines de prison, allant jusqu'à 20 ans, mais a dû renoncer

aux condamnations à la peine capitale. La plupart des militants arrêtés sont en prison depuis plus de quatre ans. Le régime turc cherche en particulier à provoquer la dissolution de la D.I.S.K. dans le but d'éantir définitivement les syndicats de classe et de masse en Turquie.

Compte tenu de cette situation, la solidarité internationale des syndicats membres et amis de l'U.I.S. de la fonction publique doit se poursuivre et même s'intensifier en cette période critique et décisive des procès. Le secrétariat de l'U.I.S. a donné une information aux camarades turcs sur les mesures de solidarité

agissante de notre organisation professionnelle internationale qui ont pour but de briser le mur du silence, que les grands médias occidentaux ont

érigé autour de la Turquie. Des actions concrètes de solidarité sont organisées pour les syndicalistes incarcérés et leurs familles.

Convocation d'une table ronde pour la paix et la reconversion des budgets militaires au profit des services et des activités socialement utiles

Les 3 et 4 mars dernier, le secrétaire général Hans Lorenz s'est entretenu à Prague avec les présidents des organisations membres de l'U.I.S. en Tchécoslovaquie sur l'état des préparatifs de la 37^e réunion du Comité directeur. La réunion convoquera le VIII^e Congrès professionnel international des travailleurs de la fonction publique, évoquera les questions qui figureront à l'ordre du jour du Congrès et l'ouverture la plus large du Congrès aux organisations non-membres.

Le Comité directeur soumettra des bases de discussion pour un échange fructueux des idées sur les problèmes fondamentaux qui ont conduit à des transformations profondes des différentes parties de la fonction publique et qui constituent pour l'U.I.S. des problèmes inévitables.

Le Comité directeur se consacrera également à l'apport spécifique de l'U.I.S. au XI^e Congrès syndical mondial. A ce propos, Hans Lorenz a dit que le mot d'ordre et la plate-forme du X^e Congrès syndical mondial de La Havane en 1982 gardaient leur actua-

lité et qu'il importait de les préciser de façon à être plus proche des préoccupations des travailleurs, de leurs revendications professionnelles de défense de l'emploi, des conditions de vie et de travail, de la lutte pour le développement et contre les conséquences de l'endettement extérieur des pays en développement. La solution de tous ces problèmes dépend de la défense énergique de la paix et du désarmement. Le problème de la transformation des activités militaires et des budgets de l'armement en faveur de services paisibles et socialement utiles doit être évoquée avec plus d'intensité encore à l'approche du XI^e Congrès syndical mondial et du VIII^e Congrès professionnel international.

C'est pourquoi le secrétariat de l'U.I.S. a décidé d'organiser en coopération avec les organisations membres en Tchécoslovaquie une table ronde consacrée spécialement aux problèmes de la paix, du désarmement et de la reconversion des budgets militaires à l'approche de la 37^e réunion.

Message de salutations à la Fédération italienne des travailleurs de la fonction publique

Le secrétariat a envoyé un message de salutations à la Fédération italienne des travailleurs de la fonction publique F.L.F.P.-C.G.I.L., quidit ceci: "Nous souhaitons le succès de votre Congrès et de vos actions au service des travailleurs de la fonction publique italienne contre la poli-

tique d'austérité et pour le progrès des services publics. Nous espérons qu'au delà de la diversité de nos points de vue, nous nous poursuivrons dans la voie de la lutte commune au service des travailleurs de la fonction publique."

Entretien avec le président de la Fédération syndicale mondiale

Le camarade Sandor Gaspar, président de la Fédération syndicale mondiale, s'est entretenu le 12 mars 1986 à

Budapest avec Hans Lorenz, secrétaire général de l'U.I.S. de la fonction publique, sur les préparatifs de

la 37^e réunion du Comité directeur et du VIII^e Congrès professionnel international des travailleurs de la fonction publique, de la mission de l'U.I.S. dans le cadre des préparatifs du XI^e Congrès syndical mondial et de divers problèmes de la solidarité internationale, de la coopération syndicale et des actions unies dans la fonction publique. Le camarade Hans Lorenz a donné une information sur les résultats des activités de branche, sur les initiatives régionales et les travaux de l'O.I.T., activités qui traduisent la nécessité d'imprimer des transformations de façon que l'U.I.S. puisse

puisse encore mieux maîtriser les problèmes soulevés par sa progression. Les interlocuteurs ont évoqué à ce propos les questions de la lutte syndicale contre les conséquences de la politique d'austérité et de l'action des sociétés transnationales sur les services publics, contre la privatisation des services publics de nature sociale, contre l'action funeste du Fonds monétaire international et d'autres institutions du capital financier international, et la nécessité de reconvertir les budgets militaires au bénéfice des services publics socialement utiles.

Visite en R.D.A. du président de l'U.I.S.

A l'occasion d'une visite à Berlin du Syndicat des travailleurs des administrations de l'Etat et de l'économie communale, le camarade Alain Pouchol, France, président de l'U.I.S., s'est entretenu avec Hans Lorenz, secrétaire général de l'U.I.S. sur l'état des préparatifs de la 37^e réunion du Comité directeur.

Le camarade Hans Lorenz a évoqué les efforts du secrétariat et du personnel

de l'U.I.S. pour apporter un plus grand soutien au travail de branche afin qu'il s'intensifie et accentue le caractère syndical de classe et soit aussi proche que possible des travailleurs, de leurs revendications et de leurs luttes. Les interlocuteurs ont parlé de l'apport de l'U.I.S. au XI^e Congrès syndical mondial et des questions qui seront soumises au VIII^e Congrès professionnel international des travailleurs de la fonction publique.

ACTIVITES DANS LES BRANCHES

ESPAGNE (Galicie)

Rencontre des travailleurs de l'administration autonome

L'une des conclusions de la "Rencontre nationale des travailleurs de l'administration autonome" organisée par le Syndicat des travailleurs de l'administration publique - Intersyndicale des travailleurs de l'Etat - S.G.T.A.P.-INTG, le 8 février à Santiago de Compostelle, auquel participaient d'autres forces syndicales, y compris la Fédération des syndicats de la fonction publique C.G.T.P.-I.N. Portugal, est de faire valoir auprès du gouvernement autonome la nécessité de négociations auxquelles les syndicats seront présents, dans le but d'élaborer une loi sur la fonction publique en Galicie.

Par ailleurs, les travailleurs de l'administration de Galicie exigent la négociation et la création d'une carrière administrative, un plus grand droit de regard dans la création des postes publics et l'accès à ces postes, de façon à mettre fin aux discriminations auxquelles sont en butte les travailleurs, qu'ils soient fonctionnaires ou contractuels.

Autres conclusions de cette rencontre qui a duré trois jours, la mise en oeuvre d'un processus de représentation des travailleurs, la "galicisation" de l'administration, assortie

de l'emploi du galicien à tous les niveaux et la création d'une école d'administration pour recycler les tra-

vailleurs et former les nouveau venus.

La Commission de branche des services de l'Etat et de la santé prépare le VIII^e Congrès professionnel international des travailleurs de la fonction publique

Le camarade Hans Lorenz, secrétaire général de l'U.I.S. s'est entretenu le 11 mars 1986 avec le camarade Fúzi, président de la Commission de branche de la santé, et le Dr Szabo, membre de la Commission de branche des services de l'Etat, des préparatifs du VIII^e Congrès professionnel international. Sur la base des résultats des recherches sur le thème "Les conséquences de la révolution scientifique et technique sur l'emploi dans l'administration publique", un groupe d'experts, placé sous la direction du camarade Szabo établit actuellement un texte de travail qui sera examiné à la fin de 1986 par un groupe de travail international de la Commission de branche des services de l'Etat, et qui sera soumis au VIII^e Congrès professionnel international.

Le Dr Fúzi établira d'ici la fin de 1986 divers textes, en consultation avec plusieurs membres de la Commission

de branche, sur les problèmes des conditions de vie et de travail des employés de la santé, les conséquences du progrès scientifique et technique sur le système de santé, la poursuite des luttes revendicatives contre l'action néfaste des sociétés transnationales dans la santé, la lutte pour la paix et contre la guerre atomique, pour la reconversion des budgets militaires au bénéfice de la santé, qui seront soumis au VIII^e Congrès professionnel international.

Les nouvelles méthodes de travail de la Commission de branche des services de l'Etat et de la santé sont un apport concret à l'affirmation du caractère professionnel de notre U.I.S. et aident à promouvoir la coopération syndicale entre les organisations des diverses orientations et appartenances internationale.

INDE

Les banques doivent être nationalisées

Une rencontre nationale des employés, y compris les employés des banques privées, a eu lieu les 3 et 4 janvier 1986 à Ernakulan, consacrée spécialement aux questions de la nationalisation des banques privées, y compris les banques étrangères. La résolution dit "qu'il n'y aucune raison à la persistance des banques privées".

La Conférence a également exigé la parité salariale entre les employés des banques privées et les employés publics et la réintégration du camarade Francis Puthur, secrétaire général de l'Association du personnel Catholic Syrian Bank, qui a été suspendu parce qu'il avait déclenché une campagne pour la nationalisation.

ACTIVITES DANS LES REGIONS

JAMAIQUE - Grève des infirmières et des médecins

Les médecins et les infirmières de Jamaïque ont fait grève les 8 et 9 mars pour exiger que cessent les limi-

tations au système de santé du pays. Plusieurs hôpitaux ont dû fermer leurs portes durant les dernières semaines.

BERLIN-OUEST - Actions syndicales des ouvriers et des employés

Le 6 mars, plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers et d'employés de grandes entreprises et des administrations ont manifesté devant le Sénat contre les limitations prévues aux droits syndicaux. Monika Wulf-Mathies,

présidente du Syndicat des employés publics, a dit que les syndicalistes ne se laisseraient pas spolier de leur droit de combattre contre le démantèlement de l'emploi et la casse sociale.

GRENADE - Une grève paralyse le secteur public

Le secteur public de Grenade a été paralysé à la fin de février par une grève à l'appel du Syndicat des employés publics. Les écoles sont restées fermées. La grève était destinée à appuyer les revendications syndicales. Après l'invasion américaine en 1983,

le programme d'éducation impulsé par le mouvement populaire a été stoppé. Des réductions de salaire et des licenciements dans la fonction publique sont prévus pour résoudre la crise économique aux dépens de la population.

URUGUAY - Lutte des employés et des fonctionnaires pour l'augmentation des salaires et contre les réductions budgétaires

La fonction publique uruguayenne a été agitée durant la première semaine de mars par diverses actions revendicatives.

Les fonctionnaires des administrations centrales (ministères) ont cessé le travail pendant deux heures à chaque service entre le 4 et le 7 mars. Ils exigent une augmentation de salaire compte tenu de l'inflation et un supplément de vie chère de 5 %, qui a été supprimé par la dernière dictature.

Les employés des administrations autonomes, en particulier la justice, l'université et la Chambre législative, ont fait grève pour protester contre les réductions budgétaires affectant leurs services et arrêtées par le Parlement. La réponse gouvernementale a été la saisie des salaires de février. Les syndicats ont protesté vigoureusement contre cette mesure illégale. Les postiers ont fait grève eux aussi pour appuyer leurs revendications salariales.

ANGOLA - Progrès dans le service de santé

L'une des tâches urgentes de l'Angola est de former un personnel national qualifié pour la santé, depuis que les colonialistes portugais ont quitté le pays en 1975 et, avec eux, 700 médecins. La jeune République populaire a pris des mesures énergiques en coopération avec les syndicats. Le secteur de la santé a été nationalisé. Des écoles du personnel para-médical ont été créées dans chacune des dix-huit provinces, une Faculté de médecine a été instituée à l'Université de Luanda, qui forme chaque année trente diplômés. L'Angola a aujourd'hui plus de 400 médecins, en particulier grâce à l'aide des pays socialistes.

Les soins sont gratuits et donc accessibles au peuple tout entier. Il y

a actuellement 55 hôpitaux, 226 centres de santé et 1 231 antennes sanitaires.

Les grandes campagnes de vaccination contre la poliomyélite et la rougeole depuis 1975 ont fait reculer ces maladies redoutables. Grâce au programme de protection maternelle et infantile, la mortalité est passée à moins de 13 %. Le but que l'Angola s'assigne est le taux de 5 % que l'O.M.S. a proposé pour toute l'Afrique. Le programme expérimental de mesures préventives contre la malaria, le tétanos et les affections gastro-intestinales testé dans sept provinces sera étendu à tout le pays dans les prochaines années.

REPUBLIQUE DOMINICAINE - Misère du système public de santé

De nouvelles actions revendicatives, en particulier chez les médecins, doivent être attendues, compte tenue de la situation dramatique des hôpitaux publics de République Dominicaine et du refus de satisfaire aux revendications des employés. Le personnel exige de meilleures conditions de travail dans les hôpitaux publics et tout particulièrement les médicaments absolument nécessaires pour le traitement des malades.

Sur les onze points du catalogue revendicatif, un seul point a pu être négocié en 1985, à savoir les augmentations de salaire. D'après les médecins, il faudrait au moins deux millions de dollars pour améliorer la situation en République Dominicaine et garantir l'application du droit constitutionnel à la gratuité des soins. Les autres revendications portent

sur les salaires, la création de postes pour les médecins au chômage.

Devant le refus du ministre de la Santé, le président de l'Association médicale dominicaine - A.M.D., Arnulfo Royes, a demandé un entretien avec le président de la République.

D'après Prensa Latina, une société pharmaceutique transnationale américaine a testé des médicaments sur des enfants en République Dominicaine. Les médecins de l'hôpital pédiatrique municipal "Robert Reid" ont établi ces expériences dans leurs services et ont dit qu'il s'agissait de moyens qui ne sont pas confirmés officiellement. Les expérimentations ont eu lieu en vertu d'un contrat entre la direction de l'hôpital et la société, dont le nom n'a pas été divulgué.

GRANDE-BRETAGNE - Baisse permanente des salaires dans la fonction publique

Les travailleurs qui effectuent des activités très importantes pour la collectivité sont les moins bien payés, c'est la triste conclusion que tire une enquête du T.U.C. Les fonctionnaires publics, les enseignants, les employés de l'enseignement supérieur et les travailleurs de la santé, sont victimes de la chute des salaires. Les enseignants devraient bénéficier d'une augmentation de 33 % pour recouvrer le pouvoir d'achat de 1974; durant les cinq dernières années, les salaires des travailleurs de l'Etat ont diminué de 20 % par rapport aux groupes similaires. Le personnel scientifique et administratif de l'enseignement supérieur aurait besoin d'une augmentation de 22 % pour retrouver le pouvoir d'achat de 1979.

Les limitations financières imposées par le gouvernement pèsent lourdement sur le niveau de vie de tous les travailleurs de la santé et des affaires sociales et les autres travailleurs des services publics.

L'année dernière, les salaires ont augmenté de 7 %, mais l'inflation a été de 7 %, les versements en espèces n'ont augmenté que de 3 %.

Le T.U.C. considère que le gouvernement cherchera une fois de plus cette année à maintenir à un bas niveau les salaires dans le secteur public, bien que l'inflation soit d'ores et déjà chiffrée à 6 %.

Cela signifie une nouvelle réduction du niveau de vie des travailleurs des services publics, le passage pour des millions de gens au-dessous du seuil de misère.

Les réductions de salaire ont des conséquences dramatiques pour les autres catégories de la population. Il y a pénurie d'infirmières, d'enseignants et de fonctionnaires publics, c'est ainsi que les malades sont moins bien pris en charge, que le trafic de la drogue progresse parce qu'il y a trop peu de douaniers.

Les files sont interminables devant les bureaux de l'agence pour l'emploi car il y a trop peu d'employés; la réduction du revenu imposable donne une plus grande possibilité de fraude fiscale.

Il est de toute évidence faux que la modicité des salaires soit génératrice d'emplois. Durant les six dernières années 130 000 postes ont été supprimés dans la fonction publique; les amputations sur le soutien gouvernemental aux collectivités locales ont entraîné la disparition de 100 000 emplois. Dans tous les domaines de la fonction publique, les postes à plein temps sont supprimés au bénéfice de postes à temps réduit.

Les résultats pitoyables de cette politique sont le chômage, la modicité

des salaires et la détérioration du service public.

Tous les problèmes sont provoqués par l'obstination du gouvernement dans sa politique de privatisation, qui débouche sur une intensification du travail et l'amputation des salaires pour des milliers d'ouvriers.

Le T.U.C. considère que les problèmes ne peuvent être résolus que par des améliorations substantielles des salaires et des conditions de travail dans la fonction publique. Le Comité syndical des services publics fait pression sur le gouvernement pour qu'il change d'attitude dans les négociations salariales et donne un exemple au lieu de s'en prendre à ceux qui font un travail qualifié et précieux.

ARGENTINE - Poursuite des luttes revendicatives

Les luttes revendicatives en cours depuis le début de l'année dans les différents secteurs de l'économie argentine, en particulier dans les branches de la fonction publique, connaissent une nouvelle flambée. Au début de mars, les employés de la justice ont observé une grève générale pour une augmentation de 25 % des salaires et d'autres améliorations dans leur secteur. Cette action vient prendre place dans la campagne lancée il y a plusieurs semaines déjà pour protester contre l'augmentation de salaire dont ils étaient exclus. Ils militent maintenant pour l'application de la "Loi sur le maintien des servi-

ces essentiels" qui leur permet d'améliorer leurs revenus. Des grèves avaient déjà eu lieu les 25 et 27 février; les militants syndicaux ont annoncé d'autres actions revendicatives pour les semaines à venir.

Les employés de la ville de Mar del Plata (principal centre touristique du pays) ont fait grève au début de février pour l'amélioration des conditions de travail, la réintégration des ouvriers licenciés et la réduction de la durée quotidienne du travail.

NOUVELLE-ZELANDE - Privatisation de services publics

Les gouvernements prétendent que c'est qui les pousse à transférer certains services publics à des entrepreneurs privés ou de les supprimer purement et simplement est la volonté de "sauver" l'argent des contribuables. C'est faux. Le système des contrats à des firmes privées en Nouvelle-Zélande et dans d'autres pays a pour conséquences:

- une détérioration du service (mauvais nettoyage dans les hôpitaux du fait que l'entreprise n'a pas assez de personnel);

- la détérioration des conditions de travail (moins de postes, allongement de la durée du travail, salaires amputés);
- l'augmentation du prix quand une société privée détient un monopole de fait.

La politique du transfert au secteur privé présente d'autres inconvénients extrêmement graves:

1. La qualité et la gamme des services sont amputées. Sous prétexte de "réduire les coûts", les collec-

- tivités perdent certains services essentiels.
2. Le prix des services facturés à la population augmente. En Californie, le gouvernement de l'Etat a été contraint par une "révolte des contribuables" de transférer plus de services publics aux firmes privées. A compter de là, la population a dû payer pour se promener dans les parcs qu'elle croyait à la disposition de tous.
 3. Ce sont les monopoles locaux qui obtiennent les contrats. Pour la plupart des services, il n'y a pas de concurrence mais un marché monopolisé. La privatisation ne fait que réaliser un transfert du monopole public soumis à contrôle un monopole privé incontrôlé.
 4. La corruption commence à sévir. L'argent du gouvernement fait naître les convoitises.
 5. Les monopoles consolident leurs positions. Quand une firme privée a obtenu un contrat de services, elle instaure un monopole de fait en achetant des équipements et en embauchant de la main-d'oeuvre. Au prochain renouvellement du contrat, aucune autre firme n'est prête à risquer un tel investissement, si bien que la première firme est seule à rester sur les listes. Même dans les cas où le travail réalisé est mauvais ou cher, l'Etat et les collectivités ne sont plus en mesure de récupérer les services.
 6. Le contrôle public disparaît. Par la privatisation, les gouvernements transfèrent à des hommes qui ne sont tenus à aucun compte rendu devant la population, de grandes prérogatives administratives.

Les contribuables et les consommateurs n'ont aucun bénéfice des contrats. Ce sont les sociétés qui en profitent

sur le dos des travailleurs de l'industrie, des consommateurs de services et des contribuables.

Tiré de P.S.A. Journal, Nouvelle-Zélande.

TELEGRAMMES *** TELEGRAMMES *** TELEGRAMMES *** TELEGRAMMES ***

Le secrétariat a envoyé un télégramme de condoléances au Syndicat suédois de

la fonction publique après l'assassinat du premier ministre Olof Palme.

Le secrétariat a transmis ses salutations solidaires à la Confédération syndicale Jatio Sramik Jote du Bangladesh l'occasion de la V^e Conférence nationale du Syndicat, télégramme qui dit ceci: "Puisse votre congrès contribuer à l'unité des syndicats dans

votre pays, à l'affermissement de la combativité et à de nouvelles initiatives pour les progrès de la démocratie, pour la défense des libertés et des droits syndicaux et pour la lutte contre les conséquences de la catastrophe naturelle..."

Le secrétariat de l'U.I.S. a transmis ses salutations à la Conférence du Conseil fédéral de la Fédération nationale des P.T.T. de l'Inde, lui a sou-

haité le succès des travaux et courage et vigueur pour l'application des résolutions.

Le secrétariat a transmis ses salutations solidaires à l'All India State Government Employees Federation - A.I.S.G.E.F. (cf. Bulletin de février 1986) pour la grève du 26 février

et lui a souhaité le succès de la lutte pour la sauvegarde de l'emploi dans les administrations régionales, contre les limitations du droit syndical de regard dans les licenciements.



Fin de la rédaction: 14 mars 1986
Rédaction: Dorothea Roewer
Traducteur: André Martinot

الناشر: سكرتارية الاتحاد الدولي لنقابات شغيلة الخدمات

العامة والمهن القريبة

المحرر المسؤول: هاينتس بوم

تصدر النشرة الاعلامية اثنتي عشرة مرة في السنة باللغات

الفرنسية والاسبانية والانكليزية والالمانية والروسية والبرتغالية

والعربية ، اعادة الطبع مسموح على شرط ذكر المصدر

ارسال المعلومات والمقالات والتحليلات حول مشاكل الخدمات

العامة مرغوب فيه . ذلك دون دفع اجر لان النشرة الاعلامية

توزع مجاناً

عنوان قسم التحرير: 1086 Berlin, DDR, Französische Str. 47

الهاتف: ٢٢٩ ٦٦ ٨٣٠٢٢٩ ١٤ ٦٢٠٢٢٩ ٢٦ ٦٢

عنوان البرقيات: UNSYFO Berlin

Editor do boletim: o secretariado da União Internacional dos Sindicatos dos Trabalhadores da Função Pública e Profissões Semelhantes

Redactor responsável: Heinz Böhm

O boletim é publicado 12 vezes por ano em língua francesa, espanhola, inglesa, alemã, rusa, portuguesa e árabe. Reprodução permitida com indicação da fonte.

Desejamos o envio de informações, artigos e análises sobre problemas da Função Pública. Publicações não são pagas, pois o boletim é gratuito.

Endereço da redacção: R.D.A. 1086 Berlin, Französische Str. 47

Número do telefone: 2 29 26 62; ou 2 29 14 62; ou 2 29 66 83

Endereço de telegramas: UNSYFO BERLIN

Herausgeber des BULLETINS: Sekretariat der Internationalen Vereinigung der Gewerkschaften des Öffentlichen Dienstes und verwandter Berufe

Verantwortlicher Redakteur: Heinz Böhm

Das BULLETIN erscheint zwölfmal im Jahr in französischer, spanischer, englischer, deutscher, russischer, portugiesischer und arabischer Sprache. Nachdruck ist unter Angabe der Quelle gestattet.

Das Zusenden von Informationen, Artikeln und Analysen über Probleme des öffentlichen Dienstes ist erwünscht. Für Veröffentlichungen werden keine Honorare gezahlt, da das BULLETIN kostenlos abgegeben wird.

Redaktionsanschrift: 1086 Berlin, DDR, Französische Straße 47

Tel.: 2 29 26 62; 2 29 14 62; 2 29 66 83

Telegrammanschrift: UNSYFO Berlin

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV